

L'IRAN ET L'ARC CHIITE : ENTRE MYTHE ET REALITE

Compte rendu de la conférence avec **Mohammad-Reza Djalili**, professeur à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève, et **Yann Richard**, professeur à la Sorbonne nouvelle, présidée par **Denis Bauchard**, conseiller, unité Maghreb/Moyen-Orient, Ifri.

Ifri, le jeudi 16 novembre 2006.

Denis Bauchard note que l'intérêt apporté au chiisme en Occident est récent en raison notamment de la perception d'une « menace chiite ». Selon cette analyse, l'Iran disposerait d'une « carte chiite » pour promouvoir sa politique et son influence au Moyen-Orient. Le chiisme serait un facteur explicatif du chaos moyen-oriental et le « vecteur du terrorisme international ». Cette perception est aussi celle de certains régimes arabes sunnites tels que la Jordanie ou l'Egypte dont le Président a récemment déclaré que les chiites font d'abord allégeance à l'Iran avant leur propre pays. La dernière guerre israélo-libanaise a donné à l'Iran, par le truchement du Hezbollah, une image de résistance à Israël et à l'impérialisme américain auprès des populations arabes de la région. Il s'agira de déterminer s'il y a véritablement une menace chiite fondée sur l'instrumentalisation par l'Iran des minorités chiites de la région.

Yann Richard commence par se demander si l'Iran instrumentalise le chiisme ou s'il fait tout pour faire oublier qu'il est chiite. Dans le chiisme, une grande importance est donnée à l'intercession, au culte des saints mais aussi au magistère des religieux (oulémas) contrairement aux oulémas sunnites qui sont souvent de simples fonctionnaires du religieux. Ce magistère donne une grande importance aux religieux enturbannés comme on a pu le constater en Iran et au Liban ces derniers mois.

La répartition démographique des chiites est très inégale, ils sont environ 10 % des musulmans mais majoritaires en Iran (85 % de la population), en Azerbaïdjan, en Irak (60 %) et au Liban. A l'inverse, le royaume saoudien appartient à la mouvance sunnite hambalite extrémiste qui est très antichiite, considérant cette mouvance de l'islam comme hérétique. Au 19^{ème} siècle, les Saoudiens avaient mis à sac la ville de Kerbala et, après leur prise du pouvoir, en 1920, ils ont notamment détruit le mausolée de Fatima à Médine, la fille du prophète. Aujourd'hui encore, quand les chiites viennent pleurer sur la tombe de Fatima, ils

sont étroitement contrôlés par les gardes saoudiens. La minorité chiite d'Arabie saoudite est implantée dans les régions pétrolières, ce qui pose un problème stratégique aux autorités saoudiennes.

En Iran, depuis le 19^{ème} siècle, les oulémas ont utilisé les centres religieux de Mésopotamie comme centres de formation théologique et siège d'un contre-pouvoir religieux, créant, par le fait même, une sorte d' « internationalisme chiite ». Après 1909, les oulémas ont cessé de coopérer avec le pouvoir civil réformateur de Téhéran, ils se sont retranchés dans les mosquées pour construire une sorte de contre-Etat potentiel qui s'est préparé à prendre le pouvoir. Dans les années 1970, on ne voyait pas cette force des religieux car le monde avait les yeux rivés sur les succès économiques du Shah et pensait que l'alternance politique ne pouvait venir que de la classe moyenne occidentalisée. Comme le Shah avait détruit toute structure d'opposition à son régime, et que le renversement de Mosaddeq en 1953 avait sapé l'espoir d'un changement par des voies parlementaires, ce sont les oulémas qui ont rassemblé les forces révolutionnaires derrière un projet hybride, mi-islamiste mi-démocratique.

La *chiitisation* du sud de l'Irak est un phénomène qui date du 19^{ème} siècle. Les chiites de Mésopotamie ont depuis presque toujours été exclus du pouvoir, même avant la création de l'Irak par les Britanniques en 1920 et se recrutent parmi les classes pauvres de la société. Ils se sont d'ailleurs souvent regroupés au sein de la mouvance communiste. Les chiites étaient également les pauvres du Liban. Moussa Sadr, un clerc d'origine iranienne, a commencé à s'implanter au Liban dans les années 1960 dans une communauté démunie d'élites religieuses. Ce rassemblement des chiites s'est fait indirectement sous l'égide de l'ambassade impériale d'Iran à Beyrouth. C'est seulement à la fin de sa vie que Moussa Sadr se range derrière l'Ayatollah Khomeyni.

La guerre civile libanaise (1975-1985) et la révolution iranienne (1979) ont été décisives dans le mouvement de renouveau chiite au Moyen-Orient. La guerre Iran-Irak (1980-1988) a empêché les révolutionnaires iraniens de mener à bien leur politique d'exportation de la révolution. Dans le monde musulman, la propagande irakienne dénonçait la dimension sectaire et « *perse* » des religieux chiites iraniens. Le besoin iranien d'alliance avec la Syrie était si fort que, en 1982, face à la répression brutale par les autorités syriennes du soulèvement des Frères musulmans — plus de 15 000 morts en quelques jours à Hama —, les Iraniens n'ont pas réagi. Pour échapper à l'accusation de sectarisme, les Iraniens ont développé le thème de la « libération de Jérusalem », un thème fédérateur pour tous les musulmans. Les gardiens de la révolution iraniens ont soutenu les milices chiites libanaises dans leur guerre civile mais aussi contre l' « Etat sioniste » israélien. Khomeyni a tenté sans succès de se présenter comme le gardien des lieux saints de La Mecque et de Médine. Pour lui, les princes saoudiens étant imbibés d'alcool, corrompus et liés aux Américains, il n'était plus possible de leur laisser cette charge.

En 1991, l'attitude prudente des Iraniens lors de la guerre du Koweït, leur passivité face à la répression du régime de Saddam Hussein contre les chiites irakiens au lendemain de la guerre ont inversé la tendance du renforcement à l'isolement du régime iranien. Par la suite, l'Iran a été renforcé par la chute des Talibans d'Afghanistan et du régime de Saddam Hussein. Téhéran est désormais intéressé à une normalisation en Irak, ce qui en fait un allié *de facto* des Etats-Unis mais aussi un vecteur du « sectarisme chiite » dans la confrontation communautariste qui tourne à la guerre de religion entre musulmans. Les Iraniens ont l'impératif besoin de se démarquer des Etats-Unis, ce qu'ils font par leur soutien surtout

verbal à la cause palestinienne. Cette surenchère n'est néanmoins pas dans l'intérêt national iranien et la cause palestinienne n'est pas considérée comme prioritaire pour les Iraniens. Cette stratégie palestinienne de l'Iran du Président Ahmadinejad s'inscrit dans le cadre de la logorrhée révolutionnaire antisioniste depuis Khomeyni qui avait déclaré que le dernier vendredi du ramadan serait la « journée de Jérusalem ». La popularité d'Ahmadinejad a été grandie par la maladresse des Occidentaux qui se sont focalisés sur son discours antisioniste lui donnant une légitimité dans le monde musulman qu'il n'avait pas. En défendant l'enrichissement d'uranium et une politique nucléaire indépendante, Ahmadinejad a repris la défense d'un principe de souveraineté nationale sur lequel les Iraniens ne sont pas prêts de faire des concessions.

Les chiites irakiens savent que si les Américains lâchent prise trop vite, ils seraient confrontés à des attaques venant de puissances sunnites régionales. Leur seul recours serait alors de s'abriter derrière l'Iran. Les chiites se sentent beaucoup plus menacés que les sunnites. Il faut retourner la proposition initiale : il n'y a pas de menace d'*arc chiite* mais une extrême vulnérabilité chiite. Et demander : qu'est ce qu'on va faire pour aider ces pauvres chiites ?

Mohammad-Reza Djalili précise d'abord que le chiisme n'est pas une branche iranienne de l'islam. L'identité iranienne ne se résume pas uniquement au chiisme. D'ailleurs, quand on évoque le « monde iranien » ou quand il est question de l'« islam iranien » on n'est pas nécessairement en présence de concepts se référant uniquement au chiisme. De plus, les contributions majeures de l'Iran à l'art, la littérature, le mysticisme, la philosophie, aux sciences du monde musulman sont rarement le fait de penseurs et d'artistes iraniens chiites (Saadi, Hafez, par exemple, n'étaient pas chiites).

L'identité chiite du pays est néanmoins bien réelle puisqu'elle remonte à la dynastie Safavide, fondée en 1501 par Ismaël. Il s'agit du premier Empire chiite duodécimain. A ce propos, le grand historien britannique, Toynbee estimait que « la remise à l'ordre du jour, de manière inattendue et révolutionnaire, du chiisme en tant que force politique militante par Ismaël a changé de manière surprenante et brusque le cours de l'histoire du monde musulman. Il est difficile de trouver un événement de ce type dans l'Histoire qui soit de nature si explosive, mis à part peut-être l'expérience menée par Lénine ».

Cet événement est déterminant car, après cette date, le chiisme n'est plus uniquement un phénomène minoritaire puisqu'il y a désormais un État chiite. De même, les chiites de l'extérieur de l'Iran ont la possibilité de s'appuyer sur le soutien de l'État safavide, qui trouve son intérêt dans l'extension de son influence dans sa lutte contre l'Empire ottoman. Ce n'est qu'après le 17^{ème} siècle que l'Empire ottoman affirme son emprise sur la Mésopotamie qui était auparavant sous domination safavide. Le rôle du chiisme a été d'ailleurs contesté après les Safavides par Nader (1729-1747) qui voulait faire du chiisme une cinquième école juridique du sunnisme, et abandonner la légitimation de la monarchie par la référence au chiisme. La dimension internationale du chiisme est présente dès la période des Safavides qui utilisaient le clergé du sud Liban et de Bahreïn pour encadrer religieusement la *chiitisation* de l'Iran.

Depuis 30 ans, on assiste à une nouvelle étape dans l'histoire chiite après la révolution islamique mais surtout depuis l'arrivée au pouvoir, pour la première fois dans l'histoire du Moyen-Orient, de chiites à la tête d'un pays arabe, l'Irak. Si ce réveil du chiisme

en tant que phénomène géopolitique majeur dans l'évolution du monde musulman est incontestable, il ne faut pas oublier que chiisme et unanimisme sont antinomiques. Il n'y a jamais eu de bloc chiite homogène. Ce constat contredit la notion même d'arc ou de croissant chiite.

Néanmoins, le *soft power* de l'Iran, le premier des États chiites, pose le problème du rapport entre l'Iran et l'étranger. Si le chiisme est une des composantes de la politique étrangère iranienne, elle n'est pas la seule. L'Iran dispose d'une capacité d'influence culturelle mais aussi par le biais des réfugiés qui ont été reçus sur le territoire iranien. La diaspora iranienne (4 millions de personnes) constitue également une des dimensions du *soft power* iranien. De 2000 à 2005, 1,4 millions d'Iraniens ont quitté l'Iran (70 millions d'habitants) chiffre quasiment identique à celui du nombre d'Indiens ayant quitté l'Inde (1 milliard d'habitants).

Il existe dans le chiisme, contrairement au sunnisme, un clergé hiérarchisé, qui va du simple mollah aux Grands ayatollahs qui est souvent autonome par rapport à l'Etat. Ses ressources financières proviennent des biens de mainmorte, d'impôts et aumônes religieux. Des liens et des réseaux s'établissent entre maîtres et disciples et entre clercs, originaires de divers pays et régions, qui étudient dans les mêmes écoles religieuses, ce qui confère au chiisme son caractère transnational. Il y a aussi des inter-mariages qui contribuent à l'apparition de grandes familles cléricales dont les membres vivent dans différents pays. Les institutions propres au chiisme comme le *marja'iyat* (direction spirituelle de tel ou tel ayatollah) donne au chiisme une particularité transnationale puisque chaque croyant est libre de suivre le *marja'* de son choix, sans tenir compte des frontières inter-étatiques.

Les mouvements de populations comme l'expulsion par vagues successives des Iraniens résidant en Irak, l'arrivée de réfugiés afghans et irakiens en Iran, les exils politiques, les pèlerinages et autres visites, contribuent aussi à l'affermissement du caractère transnational du chiisme. Aujourd'hui, les moyens de communication modernes, et surtout Internet, concourent à l'intensification des contacts à l'intérieur des réseaux. Cependant, malgré l'existence de ces liens transnationaux tissés dans les milieux cléricaux, il ne faut pas perdre de vue l'existence de courants politiques diamétralement opposés au sein de ce même clergé qui vont du quiétisme au radicalisme, des partisans d'une théocratie à l'iranienne aux adeptes de la séparation absolue de la religion et de la politique.

L'influence de l'Iran en Irak est déterminante pour l'avenir du pays. Téhéran ne possède néanmoins pas toutes les cartes pour résoudre les problèmes sécuritaires qui se posent depuis l'intervention américaine de 2003. La capacité de nuisance de l'Iran est plus grande que son potentiel pacificateur même si Téhéran reste opposé au dépeçage de l'Irak en raison notamment de son scepticisme vis-à-vis de l'idée de fédéralisme ethno-religieux utilisée pour la fondation du nouvel Etat.

En conclusion, plus que d'un arc chiite, il s'agit plutôt d'un arc de crises sur lequel vient se greffer le chiisme.